

porcs et produire du lard, au lieu de l'importer des États-Unis, et le seul moyen d'obtenir ce résultat est de fournir en franchise le maïs dont le cultivateur a besoin.

Quant aux bestiaux, tout le monde sait qu'Ontario est le meilleur endroit pour les engraisser. Si les cultivateurs avaient l'avantage de les nourrir à bon marché, ils pourraient élever du bœuf en quantité presque illimitée. Ils ont toutes les facilités possibles, sous le rapport de granges commodes, spacieuses et convenables; les meilleures sources d'eau de tout le pays; les meilleurs pâturages du pays, tout bien considéré, et s'ils peuvent être encouragés à abandonner le mode actuel de cultiver et de vendre leurs récoltes pour sortir de leurs embarras financiers, et à s'occuper de l'engraissement des bestiaux, ils amélioreront rapidement leur position. Pour réussir, nous voulons leur fournir l'occasion d'importer en franchise le maïs dont ils ont besoin, et ils seront en état de doubler la quantité de bestiaux qu'ils exportent.

J'ai déjà parlé de l'engraissement des cochons. Je prétends que si nous admettons le maïs en franchise, nous pourrions engraisser les cochons au lieu d'importer du lard des États-Unis pour une valeur de \$335,000, ainsi que cela a eu lieu l'année dernière, et nous serons en état d'en exporter une grande quantité, à notre avantage.

Relativement au beurre et au fromage, je vois avec plaisir que le Canada est devenu un grand exportateur de fromage. Le trafic de ce produit a augmenté rapidement depuis ces dernières années; mais dans le but d'accroître davantage ce commerce, il est essentiel que les cultivateurs puissent employer le maïs comme nourriture. Ceux qui élèvent des vaches savent qu'elles doivent être nourries, en hiver, avec du maïs ou d'autres grains, si on veut qu'elles donnent, en été, une quantité suffisante de lait, et par là, la quantité nécessaire de fromage. Ceux qui s'occupent de la production du fromage, savent qu'il est nécessaire que les vaches soient bien hivernées et nourries au grain, si les cultivateurs veulent retirer des profits de leurs vaches, en été, sous forme de beurre et de fromage. Il est bien connu que les vaches, si elles sont nourries avec du maïs concassé, produisent plus de lait et de beurre qu'avec toute autre nourriture et, dans l'intérêt de la production de ces articles, il est absolument nécessaire d'avoir le maïs à bon marché.

Quant au lard fumé, j'ai déjà parlé de l'importation que nous en avons faite des États-Unis, l'année dernière. Nous importons ce produit, même avec le droit dont il est frappé, 2 centins par livre de lard fumé, et 1 centin par livre de lard; mais si le maïs était admis en franchise, nos cultivateurs pourraient fournir quatre fois la quantité qu'ils produisent actuellement.

Je remarque que nos exportations de moutons et d'agneaux ont augmenté considérablement; je m'en réjouis et j'espère que nous continuerons à alimenter le marché anglais; mais afin d'encourager ce commerce, il est désirable que les cultivateurs reçoivent leur maïs en franchise, parce que cela aidera à engraisser et préparer les animaux pour le marché anglais.

On ne doit pas oublier que, vu le peu d'étendue des terres dans Ontario, le cultivateur ne peut pas récolter suffisamment pour nourrir un grand nombre de têtes de bétail, et s'il veut les engraisser, il doit acheter la nourriture des bestiaux outre ce qu'il peut récolter. Vous ne pouvez pas

M. McMULLEN.

récolter sur une terre de 100 acres assez de grain, de légumes, de foin et de paille pour suffire à un grand nombre de bestiaux, et en quantité suffisante pour donner des profits et exiger l'emploi de deux ou trois hommes durant toute l'année, et on sait qu'un homme peut prendre soin de quarante têtes de bétail aussi bien que de vingt.

Si les cultivateurs sont capables d'importer du maïs en franchise, pour qu'il ne leur coûte pas plus cher que dans les États de l'Ouest, ils se trouveront dans une position financière bien plus favorable que par le passé. Je prétends qu'on a imposé des charges considérables aux cultivateurs. Nous aurons peut-être l'occasion de discuter toute cette question lors du discours sur le budget, et j'aurais bien aimé que le ministre des finances eût fait son exposé budgétaire avant que la session fût aussi avancée.

Je prétends que les cultivateurs commencent à s'apercevoir, comme l'a dit l'honorable député de Brome (M. Fisher), que la politique nationale leur a été très désavantageuse. Ils commencent à s'apercevoir que les droits imposés sur le fer, et sur presque tous les articles qu'ils sont obligés d'acheter, pèsent sur eux. Ils commencent à s'apercevoir qu'on leur a imposé des charges, et qu'ils s'appauvrissent graduellement.

M. DAVIN: Que dites-vous de Haldimand?

M. McMULLEN: Mon honorable ami me demande mon opinion sur une certaine élection. Je n'ai rien à dire sur ce qui s'est passé en certains endroits, et s'il me fallait entrer dans tous les détails de cette question, cela me prendrait trop de temps, et je ne veux pas abandonner le fil de mon discours.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Les cours de justice lui donneront probablement les explications qu'il demande à ce sujet.

M. McMULLEN: Oui, je le crois. Je dis que les cultivateurs canadiens commencent à s'apercevoir que la politique nationale les a virtuellement volés. Les cultivateurs des États-Unis ont compris la même chose depuis longtemps, et ils commencent à s'émouvoir pour faire réduire les droits qui leur ont été imposés. Les cultivateurs canadiens, par leurs cercles agricoles, commencent à discuter, sans distinction de parti politique, l'effet de la politique nationale, et ces cercles agricoles, les uns après les autres, se prononcent dans les termes les plus forts contre la politique nationale, en disant qu'elle ne leur fait aucun bien.

Il y a trois ans, lorsqu'on a présenté une résolution pour imposer des droits sur le fer, le ministre des finances du temps déclara que nous aurions bientôt un grand nombre de forges, et que nous pourrions acheter le fer à meilleur marché, qu'avant que les droits fussent imposés. Cette promesse ne s'est pas accomplie.

La production du fer n'a pas augmenté en Canada, et les cultivateurs sont obligés de payer des droits excessifs sur tous les articles en fer dont ils ont besoin pour leurs fermes. Il est grandement temps que ce parlement commence à s'occuper des intérêts des cultivateurs; et je n'ai pas de doute qu'après l'opinion qui a été émise par l'institut agricole d'Ontario, le ministre des finances, dans son prochain exposé budgétaire, nous laissera entendre que le gouvernement va prendre en considération les intérêts de cette classe de la société. Je n'ai pas de doute qu'il considérera de son devoir de se rendre jusqu'à un certain point, aux demandes que les cul